



CCI ARDÈCHE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Procédure adaptée ouverte

Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

MARCHE N°2507A02MP

**FOURNITURE DE CARTES ACCRÉDITIVES MULTI ENSEIGNES POUR L'ACHAT DE
CARBURANT ET PRESTATIONS ASSOCIÉES POUR LES VÉHICULES DE LA CCI DE
L'ARDÈCHE**

POUVOIR ADJUDICATEUR

Chambre du commerce et de l'industrie de l'Ardèche

Quartier la Temple - BP 215 - 07205 Aubenas Cedex

Site web: <https://www.ardeche.cci.fr>

Profil Acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Cellule marchés publics : marches@ardeche.cci.fr

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Type d'accord-cadre	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Confidentialité.....	4
4 - Protection des données à caractère personnel	4
5 - Durée et délais d'exécution	5
5.1 - Durée du contrat	5
5.2 - Reconduction	5
6 - Prix	5
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
6.2 - Modalités de variation des prix.....	6
7 - Garanties Financières	6
8 - Avance	6
9 - Modalités de règlement des comptes	6
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	6
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	6
9.3 - Délai global de paiement.....	7
9.4 - Paiement des cotraitants.....	7
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	7
10 - Conditions d'exécution des prestations	8
11 - Développement durable	8
12 - Constatation de l'exécution des prestations	8
12.1 - Décision après vérification	8
13 - Pénalités.....	8
13.1 - Pénalités de retard	8
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé	9
13.3 - Autre pénalité spécifique.....	9
14 - Assurances.....	9
15 - Clause de réexamen	9
16 - Résiliation du contrat	10
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	10
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	10
17 - Règlement des litiges et langues	11
18 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail).....	11
19 – Spécifications techniques des services demandés.....	11
19.1 - Cartes accréditives	12
19.2 - Délivrance et restitution de cartes	12
19.3 - Portail client	13
20 - Dérogations	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

La présente consultation concerne la fourniture de cartes accréditatives multi enseignes pour l'achat de carburant et prestations associées pour les véhicules de la CCI de l'Ardèche.

Ces cartes devront permettre l'accès aux prestations suivantes dans les enseignes proposées :

- paiement de tout type de carburants ;
- paiement de prestations de services tels que le lavage, l'aspiration, les fluides automobiles et la pression de pneus en station.

Par contre, elles ne pourront pas être utilisées pour le paiement des péages et des parkings.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Département de l'Ardèche

Région Auvergne-Rhône-Alpes

Et à titre exceptionnel au niveau National

Le réseau de points de distribution en carburant accessible grâce aux cartes, doit être le plus dense possible en Ardèche.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec un montant maximum, est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Lot(s)	Désignation	Montant maximum estimé en € HT 1 ^{ère} période (initiale) 1 an	Montant maximum estimé en € HT 2 ^{ème} période (Reconduction) 1 an	Montant maximum estimé en € HT 3 ^{ème} période (Reconduction) 1 an	Montant maximum estimé en € HT 4 ^{ème} période (Reconduction) 1 an
Unique	Fourniture de cartes accréditatives multi enseignes pour l'achat de carburant et prestations associées pour les véhicules de la CCI de l'Ardèche	20 000€ HT	20 000€ HT	20 000€ HT	20 000€ HT

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (Attri)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cadre de réponse OBLIGATOIRE

3 - Confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles

sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire peut faire appel à un autre titulaire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement et son bordereau de prix.

6.2 - Modalités de variation des prix

Seuls les prix du carburant peuvent varier en fonction de l'évolution des prix pratiqués par les enseignes.

- Taux de remises

Les taux de remise consentis par le titulaire au titre du présent marché et rendus contractuels à la notification sont fermes et définitifs pendant la durée globale du marché toutes périodes de reconduction incluses.

Ces taux de remise figurent dans le bordereau de prix du présent marché.

- Prix des abonnements et des frais de gestion des cartes accréditives

Le prix des abonnements des différentes cartes accréditives est ferme pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Seules les cartes actives peuvent faire l'objet de la facturation d'un abonnement.

- Prix des frais de fabrication, de réémission, de personnalisation et des frais de port des cartes accréditives

Le prix des frais de fabrication, de réémission, de personnalisation et des frais de port des cartes accréditives est ferme pendant toute la durée de l'accord-cadre.

- Prix de l'abonnement mensuel permettant l'accès à la plateforme de gestion en ligne

Le prix est ferme pendant toute la durée de l'accord-cadre.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001400400019
- Code service : ETB100
- Numéro d'engagement juridique : 2507A02MP

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Chaque déplacement doit être enregistré avec précision, garantissant une facturation claire et détaillée, ce qui permettra une analyse approfondie des consommations et des coûts énergétiques. Cette démarche ne vise pas seulement à simplifier les aspects administratifs, mais également à réaliser des économies significatives et à optimiser la planification des trajets pour réduire les kilomètres superflus.

De plus, elle doit faciliter au gestionnaire de flotte le suivi des dépenses, la détection d'éventuelles anomalies, et lui permettre d'opérer des ajustements en temps réel. La carte carburant devrait devenir un outil essentiel dans une stratégie de gestion durable et intelligente, contribuant activement à la réduction de l'empreinte carbone.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Décision après vérification

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.3 - Autre pénalité spécifique

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Manquement aux conditions d'exécution des prestations relatives à l'atteinte des objectifs de développement durable	Forfaitaire	50,00 €	Par constatation d'un manquement dans l'outil de reporting

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- **Ajout ou modification de prestation dans le bordereau de prix :**

Exceptionnellement si les prix au bordereau de prix ne permettent pas de chiffrer la prestation sur demande du pouvoir adjudicateur. Le titulaire proposera un prix sous réserve de justifier ce dernier. En cas d'acceptation, le(s) prix nouveau(x) s'applique(nt) et sont intégrés dans le bordereau de prix

- **Modifications ou nouvelle condition d'exécution des prestations dans le respect du budget imparti :**

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose.

- **Modification du montant maximum**

Le montant maximum du contrat pourra faire l'objet d'un réexamen par les deux parties si cette modification est rendue nécessaire :

- ↳ Par l'évolution des coûts du contrat, résultant d'événements irrésistibles et extérieurs aux parties, conduisant le titulaire à exposer pour l'exécution du marché, des sommes ayant un impact significatif sur l'équilibre du contrat.

Cette (ces) modification(s) contractuelle sera (ont) entérinée(s) par voie d'avenant.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme E-ATTESTATIONS mise à disposition gratuitement par la CCI, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut de production des pièces sur E-attestations, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire

19 – Spécifications techniques des services demandés

Les prestations de fourniture de carburant de tout type doivent être conformes aux normes et spécifications techniques en vigueur.

La prestation d'achat de carburant sera enrichie des services complémentaires suivants :

- Frais de lavage des véhicules
- Frais d'aspiration et de nettoyage intérieure des véhicules
- Fourniture en boutique exclusivement : lubrifiants, liquides lavage de vitre
- Frais de pression des pneus en station

Ces prestations, autre que la fourniture de carburant, seront facturées aux prix affichés par le prestataire de service. Le titulaire s'engage à refacturer sans majoration à la CCI.

Ces cartes doivent permettre l'accès à tous types de carburants, aux stations de lavage dans les stations du réseau du titulaire du marché, 7 jours sur 7. Les cartes doivent être valables pendant toute la durée de l'accord-cadre.

L'utilisateur dispose d'une carte accréditive permettant un approvisionnement sans paiement immédiat.

À chaque prélèvement de carburant, il devra être remis au porteur de la carte un récépissé comportant :

- La date, l'heure et le lieu du prélèvement ;
- Le numéro de la carte ;
- Le type et la quantité de carburant prélevé.

19.1 - Cartes accréditives

A titre indicatif et non contractuel, au 24 Juin 2025, la flotte de véhicules de la CCI est la suivante :

- ↳ 15 véhicules de la CCI de l'Ardèche soit
 - 11 véhicules essence
 - 4 véhicules diesel

- ↳ Consommation 2024 en litres :
 - 6 500 litres d'essence
 - 3 100 litres de gasoil

L'utilisateur dispose d'une carte accréditive permettant un approvisionnement sans paiement immédiat. Le paiement se fera selon un code confidentiel.

La carte sera adaptée au type de carburant nécessaire au véhicule concerné.

Chaque véhicule disposera d'une carte attitrée et chaque chauffeur se verra attribuer un « numéro conducteur » et un « code confidentiel »

À chaque prélèvement de carburant, il devra être remis au porteur de la carte un récépissé comportant :

- La date, l'heure et le lieu du prélèvement ;
- Le numéro de la carte ;
- Le type et la quantité de carburant prélevé.

Les cartes permettront également l'accès aux bornes de recharge électriques du réseau du titulaire. Celui-ci indique les points de son réseau possédant des bornes dans son cadre technique.

19.2 - Délivrance et restitution de cartes

Après signature du marché, le pouvoir adjudicateur délivre au titulaire une liste des véhicules concernés par le marché. À l'occasion du premier bon de commande, le titulaire délivre l'ensemble des cartes accréditives conformément à cette liste et dans les meilleurs délais.

Les nouvelles demandes de création de cartes, suite à l'entrée d'un nouveau véhicule dans le marché, s'effectueront par courriel, ou le cas échéant par l'envoi d'un formulaire remis au titulaire, au fur et à mesure de l'entrée en flotte des véhicules.

Le titulaire fournira les nouvelles cartes dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date du bon de commande.

Toute carte démagnétisée ou défectueuse devra être remplacée ou remise en état d'usage dans un délai de quarante-huit (48) heures à compter du signalement de la défectuosité par courriel.

Les cartes des véhicules réformés seront remises à la disposition du titulaire ou détruites par la CCI selon les accords passés avec le titulaire.

Le nombre de cartes est susceptible d'évoluer au cours du marché en fonction du parc automobile de la CCI. La CCI informe le titulaire des modifications qui affectent son parc de véhicules, soit en

lui restituant les cartes qui sont devenues sans objet, soit en lui demandant des cartes supplémentaires.

Toute demande de modification de carte sera adressée au titulaire par courriel ou, option à privilégier, via le portail client si celui-ci le permet.

En cas de perte ou de vol, la carte pourra être bloquée temporairement ou définitivement par le salarié et, dans ce dernier cas, une nouvelle carte devra être rééditée et envoyée par le titulaire.

La carte devra être valide pour une période de 4 ans.

Le titulaire doit être en mesure de délivrer autant de cartes que commandées par la CCI.

19.3 - Portail client

Le titulaire devra mettre à disposition de la CCI un portail client pour la gestion administrative en ligne.

Cet outil permettra de gérer en ligne les demandes, suppressions, oppositions de cartes, en donnant accès aux fonctionnalités minimales suivantes :

- Numéro de carte,
- Numéro de conducteur
- Immatriculation,
- Carburant utilisé,
- Services liés à la carte,
- Création et suppression de cartes,
- Modifications des paramètres de cartes,
- Alertes en cas de dépassement d'un seuil limite en litre de carburant approvisionné (non bloquant) par carte.

20 - Dérogations

- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 11 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021